

L'entrée dans une nouvelle ère (2/3) Le duel sino-américain conduira-t-il à la guerre ?

Eugène BERG | Ancien ambassadeur, enseignant et essayiste.

Chine versus États-Unis

L'affrontement de plus en plus prévisible, entre les États-Unis et la Chine a donné lieu, depuis une quinzaine d'années, à un florilège d'écrits au point que l'on se demande ce que chaque nouveau livre peut apporter. Eduardo Olier se place dans la longue durée en élargissant le fameux piège de Thucydide : *Les guerres puniques du XXI^e siècle – L'affrontement entre les États-Unis et la Chine pour l'hégémonie mondiale*. Dans ce contexte, il semble que la Chine veuille dominer le monde au cours de ce siècle, d'est en ouest. Un pays communiste – communiste à la chinoise – qui, ayant déjà dominé plusieurs pays de son voisinage, va tenter d'imposer son immense pouvoir aux sociétés occidentales, en évitant par tous les moyens tout processus d'ouverture et de démocratisation de son propre pays. Un pouvoir qui se manifeste déjà dans la sphère économique et qui devrait atteindre en temps voulu les sphères politique et culturelle. C'est ainsi qu'on l'entend en Occident, et surtout aux États-Unis qui ont décidé de freiner cette prétendue expansion. Il est donc compréhensible que l'Occident et, par conséquent, les États-Unis craignent qu'une telle éventualité devienne une réalité et, pour la combattre, aillent jusqu'à lancer une guerre contre le géant asiatique, comme Sparte l'a fait avec Athènes en 431 av. J.-C., connu plus tard sous le nom de guerre du Péloponnèse. Un affrontement que le politologue étasunien Graham Allison, à la suite de l'historien grec Thucydide, a défini comme le « piège de Thucydide », dans le sens où la peur est l'une des causes de la guerre. Cela étant, il semble que le scénario géopolitique soit parfaitement clair et qu'il n'y ait rien. C'est l'opinion admise en Occident et personne, en général, ne la remet en cause.

Où se situe l'Europe dans ce scénario ? L'Europe n'existe pas géopolitiquement. Sa faiblesse réside dans l'inexistence d'un « sujet politique » européen. En attendant, la Chine va de l'avant avec Confucius en ligne de mire : sa politique,





très active économiquement à court terme, avance lentement, laissant tout à ce qui peut arriver à long terme. Un long terme qu'elle façonne à coups de petites avancées et une patience qui s'accommode mal des schémas occidentaux, toujours en demande de résultats rapides. Des différences d'action dans lesquelles la Chine domine la relativité de l'espace-temps, tandis que l'Occident, avec les États-Unis en tête, confond l'espace avec le temps. Une sorte de « piège de la mondialisation » dans lequel l'Occident est plongé depuis de nombreuses années, lorsqu'il a décidé de transférer sa capacité de production vers l'est et, surtout, vers la Chine, devenue l'usine du monde. Le XXI^e siècle sera donc marqué par le problème de l'expansion chinoise, qu'il s'agisse d'une expansivité économique ou d'une augmentation de sa puissance militaire dans les domaines qu'elle considère comme stratégiques pour sa survie ou sa progression en tant que nouvel *hegemon* mondial.

Les risques ne cesseront de croître car les États-Unis n'accepteront pas de concurrence dans leur domination globale. Tout indique que le XXI^e siècle se jouera dans l'océan Pacifique, avec la Chine et les États-Unis face à face. Cependant, l'Europe, sans perdre sa vision atlantique, doit modérer l'avenir pour nous tous. Pour cela, les institutions et les citoyens du Vieux Continent doivent être en mesure de comprendre ce qui se trouve devant nous sans se laisser influencer par des idées préconçues ou des influences extérieures. Il ne s'agit pas de rompre nos alliances traditionnelles, mais de comprendre que l'Europe doit chercher son propre destin comme l'élément essentiel qui évite une confrontation à double sens sans suivre aveuglément les intérêts de l'un ou de l'autre. Sinon, l'avenir des Européens pourrait être très difficile dans ce contexte géopolitique complexe. L'histoire des États-Unis pourrait être assimilée à celle de la Rome antique et, dans cette perspective, on pourrait comprendre le rôle nécessaire de l'Europe dans la construction d'un nouvel ordre mondial en dehors de l'imposition du grand pays américain, comme elle le fait depuis des décennies. C'est la grande responsabilité de l'Europe du XXI^e siècle. Une puissance, sinon militaire, du moins historique, politique et culturelle, qui, contrairement à la situation géopolitique à l'époque de la Rome antique, peut être un fervent défenseur d'un nouvel ordre mondial qui évite les grands maux qui existent dans la confrontation actuelle entre les États-Unis et la Chine. En même temps, l'Europe est l'élément essentiel pour ouvrir des espaces de coopération avec la Russie, en s'éloignant de la confrontation pour rechercher de nouveaux canaux de compréhension mutuelle. Un vaste programme aurait dit le général de Gaulle !

Il y a un miracle Zelensky, mais on a parlé aussi d'un miracle Biden ⁽²⁾. On a critiqué son retrait précipité d'Afghanistan, mais si l'armée américaine était restée encastrée dans les montagnes afghanes, aurait-elle été en mesure d'aider l'Ukraine de manière aussi massive ? L'ancien vice-président de Barack Obama n'a pas fait sien le slogan de ce dernier : « *leading from behind* ». La vague républicaine au

⁽²⁾ Bernard-Henry Lévy, *Le Point*, 20 octobre 2022.

Congrès américain lors des *mid terms* n'a d'ailleurs pas eu lieu. Dans l'attente, la lecture de la nouvelle édition du livre d'André Kaspi et Héléne Harter, *Les Présidents américains, De George Washington à Joe Biden* apporte d'utiles éléments pour mieux appréhender les ressorts de cette présidence impériale, concept forgé en 1973 par l'un des grands historiens de Harvard, qui fut aussi le conseiller du président Kennedy, Arthur M. Schlesinger. En fait, le pouvoir présidentiel s'est considérablement étoffé à partir des mandats successifs (1933-1945) de Franklin Delano Roosevelt, président de guerre, qui gouverna par ordres et accords exécutifs, afin de contourner le Congrès. Certes, le livre traite principalement des questions institutionnelles, du processus électoral, du rôle du Congrès et de la Cour suprême, mais on trouvera bien des éléments portant sur la conduite de la politique étrangère, du rôle du commandant des armées.



Démocraties versus Autocraties

La guerre en Ukraine a été souvent présentée comme la lutte entre la démocratie en germe à Kiev et l'autocratie russe, qui n'a fait que se durcir en tentant d'éliminer tout opposant et réfractaire qualifié d'« ennemi du peuple ». Dès avant l'invasion russe, le président américain Joe Biden avait axé sa politique étrangère sur la promotion des valeurs dans le monde. La revue *Questions internationales* s'est penchée sur le sujet en portant son regard sur un vaste panorama dans sa livraison 113-114 : « **Les démocraties à l'épreuve** ».



Toutes ces limites et les dérives permettent-elles de qualifier de démocratiques les régimes qui se présentent eux-mêmes comme tels ? Ne s'agit-il pas plutôt de régimes pluralistes, polyarchiques, proches d'un conglomérat de *lobbies* ? L'intérêt général n'est-il qu'une fiction face aux intérêts privés ? L'organisation des pouvoirs publics, les normes constitutionnelles, les déclarations des droits, les élections régulières sont-elles autre chose qu'une superstructure juridique, voire une illustration de la dimension utopique du droit ? Il ne faut certes pas céder au pessimisme, mais on doit considérer que la démocratie est un combat. Elle n'est jamais octroyée d'en haut, elle doit être conquise et maintenue par la vigilance et l'engagement des citoyens. Combat pacifique : comme l'observait Tocqueville, les élections sont des révolutions institutionnalisées (...) le corps électoral étant considéré comme un marché dont il faut conquérir les parts dominantes au Capitole, à Washington, siège du Congrès des États-Unis.

(À suivre...)